

Mathieu Bock-Côté : «L'habitant des métropoles sous surveillance»



(/) » [VOX \(http://premium.lefigaro.fr/vox\)](http://premium.lefigaro.fr/vox) » [Vox Societe \(http://premium.lefigaro.fr/vox/societe\)](http://premium.lefigaro.fr/vox/societe)



Par [Mathieu Bock-Côté \(#figo-author\)](#)

Mis à jour le 17/05/2018 à 22h42 | Publié le 17/05/2018 à 17h50

FIGAROVox/CHRONIQUE - Notre chroniqueur, figure de la vie intellectuelle québécoise, voit dans une initiative de la ville de Montréal la volonté d'imposer une orthodoxie idéologique.

Fin avril, les Québécois apprenaient que pour contrer leurs préjugés négatifs supposés à l'encontre des immigrants, la ville de Montréal, à la suite de Barcelone et dans l'esprit du «Programme des villes interculturelles» conçu par le Conseil de l'Europe, a décidé de mettre en place pour l'automne 2018 un programme d'«agents antirumeurs», chargés de répandre une vision positive de la diversité. Ceux-ci seront formés par le Bureau d'intégration des nouveaux arrivants de Montréal et par les groupes communautaires qui y sont associés. Essentiellement, il s'agit de former des personnalités publiques et des citoyens ordinaires qui pourront influencer l'opinion par des conférences ou au cours des conversations quotidiennes, en se mêlant des échanges entre le commun des mortels, quelquefois en s'ingérant directement dans les conversations.

L'initiative se veut pédagogique. Ses promoteurs la disent même ludique. Mais nous sommes surtout devant une entreprise décomplexée de contrôle de la pensée, maquillée en programme de transformation des mentalités,

comme si l'État était en droit de rééduquer sa population pour déconstruire et reconstruire la conscience collective selon de nouveaux plans. L'ingénierie sociale vire à l'ingénierie identitaire.

Les rumeurs à corriger seront en fait les pensées en rupture avec le discours favorable à l'immigration massive et au multiculturalisme.

Au Québec, l'ambition ne date pas d'hier: depuis 2008, le gouvernement a intégré de manière obligatoire aux programmes scolaires un cours d'«éthique et culture religieuse», qui relève du principe de la pédagogie diversitaire: à défaut de convaincre les adultes des vertus du multiculturalisme, on en convaincra les nouvelles générations, en leur inculquant à l'école des attitudes favorables à la «diversité». L'école devient un laboratoire politique ayant pour mission de fabriquer un nouveau peuple malléable et prêt à se soumettre à l'idéologie dominante.

Mais avec les «agents antirumeurs», la rééducation est toutefois poussée plus loin qu'elle ne l'a jamais été, avec la surveillance et la censure au quotidien de la conversation du commun des mortels, pour la soumettre aux codes de la pensée correcte. Les rumeurs à corriger seront en fait les pensées en rupture avec le discours favorable à l'immigration massive et au multiculturalisme. Comme souvent, le discours sur les «fake news» est instrumentalisé pour justifier la lutte contre les idées qui prennent le contrepied du récit médiatique officiel. On le devine, celui qui s'oppose à l'immigration massive, qui constate que l'islam s'intègre mal en Occident, qui ne croit pas à la thèse du racisme systémique, ou qui remet en question le système des accommodements raisonnables n'aura pas une opinion respectable: ce sera un colporteur de rumeurs à contredire.

» **LIRE AUSSI - [La loi sur les fake news est prête](http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2018/03/07/97002-20180307FILWWW00356-la-loi-sur-les-fake-news-est-prete.php)** (<http://www.lefigaro.fr/flash-eco/2018/03/07/97002-20180307FILWWW00356-la-loi-sur-les-fake-news-est-prete.php>)

Mieux encore: les promoteurs montréalais de ce nouveau programme d'«agents antirumeurs» veulent l'élaborer de telle manière qu'il soit permis d'enregistrer une progression de la pensée correcte dans l'opinion publique. Les «agents antirumeurs», qui recevront une formation idéologique appropriée auprès des autorités compétentes, devront-ils faire un rapport détaillé de leurs interventions en entreprise, au supermarché, au parc, au restaurant ou en famille pour désamorcer les préjugés quant aux grandeurs et merveilles de la diversité? Sans verser dans une paranoïa inutile et contre-productive, on est en droit de s'inquiéter de la tentation autoritaire d'une ville qui enrôle sur le mode de la police de la pensée des volontaires zélés chargés de faire entendre partout les consignes du politiquement correct.

L'actualité laisse deviner à quoi pourrait ressembler cette manipulation à grande échelle de l'opinion par la bureaucratie diversitaire avec la crise des migrants qui frappe le Canada, à la frontière québéco-américaine. Depuis l'été 2017, plusieurs milliers d'immigrés illégaux se présentant comme réfugiés ont traversé la frontière par le chemin Roxham, un chemin non surveillé par la police.

Ce chemin est désormais connu par les réseaux internationaux de passeurs qui profitent de la bonne entente canado-américaine pour violer la frontière, avec la bienveillance du gouvernement de Justin Trudeau. **[Le 28 janvier 2017, sur Twitter, le premier ministre du Canada avait d'ailleurs écrit](https://twitter.com/JustinTrudeau/status/825438187279499265)** (<https://twitter.com/JustinTrudeau/status/825438187279499265>): «À ceux qui fuient la persécution, la terreur et la guerre, sachez que le Canada vous accueillera...» Trudeau n'avait manifestement pas prévu que sa déclaration créerait un véritable appel d'air.

Malgré la complaisance des élites politico-médiatiques devant

ce mouvement, le commun des mortels se questionne sur ce détournement à grande échelle du droit d'asile. Le droit des réfugiés n'a pas été pensé pour réguler des mouvements migratoires de masse. Les incantations sur les obligations internationales ne veulent plus dire grand-chose dans ce contexte, sinon qu'on invite à normaliser juridiquement une immigration de masse illégale.

Mais on a vu le système médiatique et plusieurs autorités décréter qu'il ne fallait plus parler d'immigrés illégaux - le terme serait discriminatoire et péjoratif. Il faudrait désormais parler des migrants irréguliers. La consigne est suivie par la plupart des commentateurs. Ceux qui ne s'y plient pas sont présentés comme des xénophobes incapables de comprendre les subtilités du droit international. L'euphémisation de la réalité annonce sa censure.

Les futurs «agents antirumeurs» devront probablement reprendre les citoyens qui s'entêtent à parler des illégaux et qui auront en plus le culot de ne pas se réjouir de leur présence. On le sait depuis Orwell: qui veut contrôler la pensée contrôle d'abord les mots pour l'exprimer. Lorsque la langue devient novlangue, certaines zones de la réalité deviennent inaccessibles. Les mots pour la saisir ne sont plus disponibles ou sont décrétés radioactifs. Pire encore: on ne peut la mentionner qu'à la manière d'un scandale moral. C'est ainsi partout en Occident: on assimilera au racisme le droit des peuples à demeurer eux-mêmes, à la xénophobie leur manque d'enthousiasme devant leur rééducation diversitaire et à la discrimination leur attachement à une communauté politique substantielle distinguant ceux qui sont citoyens et ceux qui ne le sont pas. Le réel devient une rumeur malveillante à dissiper. Celui qui veut voir le monde sans les lunettes officielles devient un dissident malgré lui.

Cet article est publié dans l'édition du Figaro du 18/05/2018. [Accédez à sa version PDF en cliquant ici](http://kiosque.lefigaro.fr/le-figaro/2018-05-18) (http://kiosque.lefigaro.fr/le-figaro/2018-05-18)



Mathieu Bock-Côté